



RESOLUTION ACTUALITE du XVème congrès FNEE

Appel à la mobilisation et à l'action

Les congressistes du XVème congrès de la Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT, réunis au Cap d'Agde du 4 au 7 juin 2013, s'alarment de l'amplification de la crise. Face à celle-ci, les politiques d'austérité, choix du gouvernement et sous influence de l'Union européenne, se traduisent notamment par la réduction des dépenses publiques, des dépenses sociales, par des cadeaux aux entreprises sans aucune contre-partie, par la destruction des acquis des salariés, comme avec la loi dite de « sécurisation de l'emploi », dont la CGT demande le retrait.

La réforme « acte III de la décentralisation » et les premières conséquences de la Modernisation de l'Action Publique (MAP) représentent des enjeux essentiels. Les congressistes s'opposent à ces projets destructeurs, s'ajoutant aux nombreuses réformes de ces dernières années. Dans le contexte de crise actuelle, ces projets ne peuvent qu'accroître les inégalités territoriales et entre les citoyens. Pour la CGT, les priorités sont l'emploi, l'arrêt des suppressions d'emplois, la ré-industrialisation, l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, l'amélioration des services publics, une véritable transition écologique, une réforme fiscale, une autre répartition des richesses.

La MAP poursuit les effets dévastateurs de la RGPP. Les suppressions d'emplois sont toujours à l'ordre du jour. La disparition de nouvelles missions, et particulièrement l'ADS et l'ATESAT, est programmée par le gouvernement. Les communes, notamment rurales, subissent de plein fouet ces réformes. A ce jour, les agents concernés ne savent toujours pas ce qu'ils deviendraient. La privatisation de nouveaux tronçons routiers est aussi à l'ordre du jour, au détriment des usagers et avec des conséquences importantes pour les agents. La création de parcs dans les DIR, DIRM et directions territoriales de VNF est bien d'actualité.

Les restructurations à VNF, au CEREMA ou à venir - Agence Française de Biodiversité - suscitent beaucoup d'inquiétudes sur le devenir des missions de service public et leur financement. Le transfert des parcs dans les départements n'est toujours pas réglé pour les personnels, les OPA transférés dans les collectivités locales attendent toujours la sortie des décrets intégration et retraite et ceux restant dans les services Etat sont confrontés à une interdiction de recrutement. Dans la filière exploitation dans les Conseils généraux, nous exigeons l'arrêt des recrutements précaires et nous exigeons des recrutements statutaires.

Le pouvoir d'achat des agents continue de baisser. Nous n'acceptons pas le blocage du point d'indice depuis juillet 2010. La smicardisation de la fonction publique s'accroît. Au 1^{er} janvier 2014, 1,2 millions de fonctionnaires vont se retrouver en dessous du SMIC. Nous récusons la smicardisation des catégories C et B et celle rampante des catégories A.

Les propositions catégorielles pour la catégorie C et les 3 premiers niveaux OPA, soi-disant priorité du gouvernement, sont totalement inacceptables. Ces agents méritent mieux que le mépris affiché avec le saupoudrage de 7 points d'indice en plus.

La CGT revendique une véritable prise en considération de ces agents et une réforme digne de ce nom avec notamment 2 niveaux en catégorie C et l'arrêt des recrutements à l'échelle 3.

Toutes ces réformes s'accompagnent d'un management cherchant la productivité à tout prix, l'individualisation des agents, où ceux-ci ne sont plus que des ETP au service d'une politique de régression. Les conséquences en terme de conditions de travail sont dramatiques dans les services, avec un stress important à tous les niveaux de la hiérarchie, une perte de repères entraînant un mal vivre au travail pouvant aller jusqu'au suicide.

Aujourd'hui le gouvernement envisage de franchir de nouvelles étapes. Ainsi le statut général de la fonction publique et les statuts particuliers sont sur la sellette.

Une nouvelle réforme des retraites est annoncée pour l'ensemble des salariés. L'augmentation de la durée de cotisation jusqu'à 44 annuités est avancée. Les régimes spéciaux semblent, à nouveau, particulièrement visés. Pour les pensions des fonctionnaires, l'hypothèse du calcul sur 10 années est avancée. Cela est inacceptable !

Les réformes de ces 20 dernières années ont pour conséquence la baisse des retraites et des pensions.

Les congressistes, avec les documents d'orientation et revendicatif adoptés, appellent tous les agents à l'action dans l'unité la plus large possible.

La situation appelle bien une réaction forte et urgente.

Nous avons besoin d'un grand rapport de forces pour gagner sur nos revendications.

Les élus, les citoyens sont concernés. Nous devons nous adresser à eux, les appeler à peser contre les choix d'austérité, qui enfoncent encore plus notre pays dans la crise.

Des échéances revendicatives importantes sont devant nous.

Utilisons toutes les réunions avec l'administration (CT, CAP, CCP, CHSCT, réunions de l'agenda social,...) pour nous faire entendre.

Dès le 12 juin, les personnels de l'Aviation civile et de Météo France seront dans l'action contre le projet européen « Ciel unique 2 + ».

Des mobilisations se développent, par exemple le 13 juin avec les cheminots, le secteur de l'énergie, à la Poste, le 15 juin pour défendre la santé, ...

Participons à l'action décidée dans le cadre de la CES dès la semaine prochaine et aux rassemblements et actions le 19 juin 2013, veille de la 2^{ème} conférence sociale.

Dès maintenant et pendant tout l'été, tenons des assemblées générales, discutons et mobilisons les agents.

Préparons une rentrée dans l'action et tout particulièrement l'action intersyndicale dans les services de l'ensemble des versants de la fonction publique, Etat et Territoriale, début octobre.

Nous réaffirmons notre opposition à toute réforme dégradant encore plus les régimes de retraite.

Exigeons tous ensemble :

- la revalorisation du SMIC à 1 700 € bruts ;
- la revalorisation du point d'indice et des salaires ;
- le maintien de la retraite par répartition
- la revalorisation des retraites et pensions ;
- une restructuration des grilles fonction publique pour un véritable déroulement de carrière linéaire et une reconnaissance des qualifications ;
- l'amélioration des conditions de travail et de vie ;
- la suppression de la sous fonction publique à Mayotte et prise en compte de l'ancienneté dans le cadre de l'intégration dans les corps communs.

Pour gagner nous devons être forts et nombreux.

Le renforcement de la CGT est une bataille essentielle pour les salariés.

Adhérons et faisons adhérer à la CGT